



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

DOSSIER DE PRESSE

Opération Sangaris



Contact :

Équipe relations médias de l'État-major des armées

Tél. : 09 88 68 28 66 – 09 88 68 28 65

Mail : emapresse@gmail.com



[@EtatMajorFR](https://twitter.com/EtatMajorFR)



[Fb.com/ArmeeFrancaise](https://www.facebook.com/ArmeeFrancaise)



- Juillet 2016 -

SOMMAIRE

<u>FAIRE FACE A L'URGENCE</u>	3
<u>UNE INTERVENTION LIMITEE DANS LE TEMPS</u>	5
<u>LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA MINUSCA</u>	6
<u>BILAN OPERATIONNEL</u>	9
<u>ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE</u>	10
<u>CHRONOLOGIE</u>	11
<u>IN MEMORIAM</u>	13



/// FAIRE FACE A L'URGENCE

« LA FRANCE N'A PAS D'AUTRE OBJECTIF QUE DE SAUVER DES VIES HUMAINES »¹

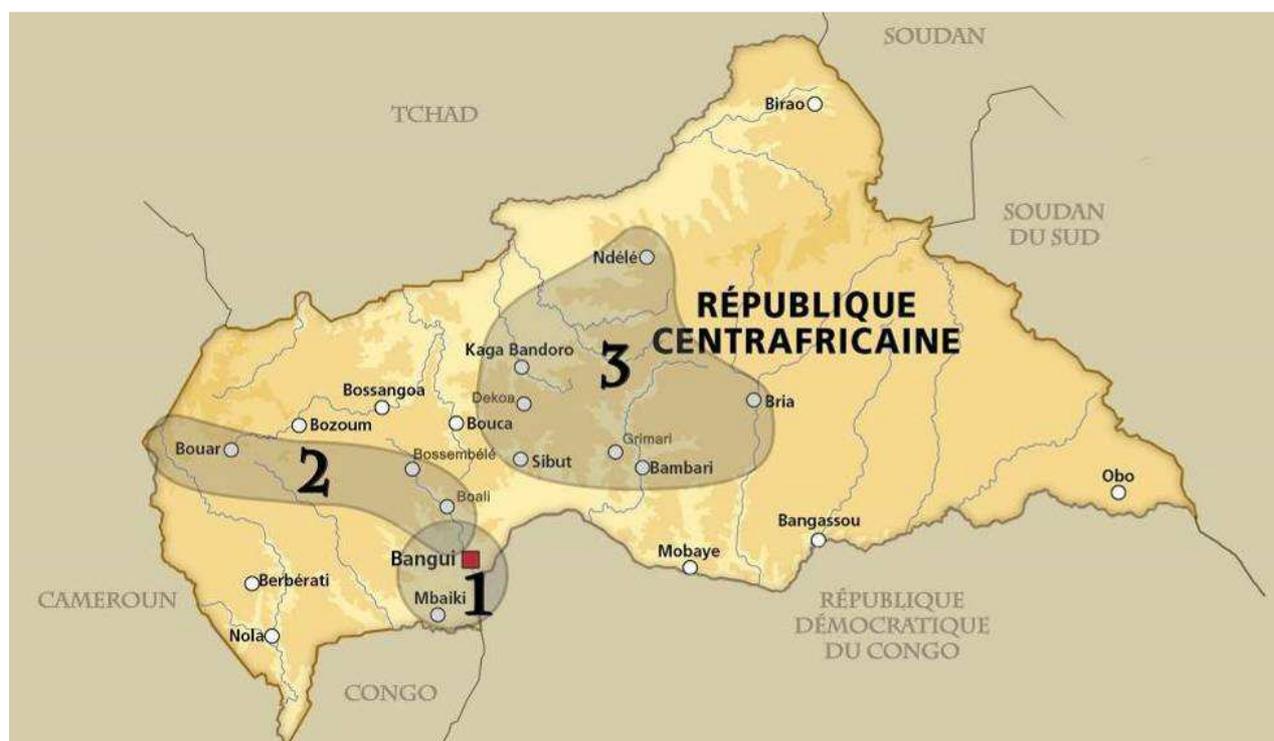
Face à l'urgence de la situation, la France prend l'initiative, sous mandat des Nations Unies...

Le 5 décembre 2013, sur décision du président de la République, la force *Sangaris* intervient en urgence pour mettre fin à un cycle d'exactions, empêchant ainsi un désastre humanitaire en République centrafricaine.

Sous mandat de l'ONU (résolution 2127), la mission donnée à la force française était :

- de rétablir un niveau de sécurité minimal :
 - en enrayant la spirale des exactions ;
 - en permettant le retour des organisations non gouvernementales.
- de préparer les conditions du déploiement de la communauté internationale.

Un déploiement en trois temps...



Conformément au plan de campagne arrêté par l'état-major des armées, les « groupements tactiques interarmes » (GTIA)² constituant la force *Sangaris* se sont déployés en trois temps.

¹ Intervention télévisée du Président de la République le 5 décembre 2013.

² Unité de combat interarmes de près de 500 hommes capables de manœuvrer tactiquement dans une zone d'action déterminée.

Le GTIA Bangui, première unité engagée dès le début du mois de décembre 2013, a concentré son action sur la sécurisation de la capitale, qui abrite un tiers de la population totale du pays.

Le GTIA Ouest, déployé entre février et septembre 2014, a orienté ses opérations sur la sécurisation de l'axe routier qui relie la capitale centrafricaine au Cameroun. La réouverture de cet axe, indispensable au ravitaillement de la capitale, a permis d'éviter qu'une crise humanitaire majeure ne vienne s'ajouter à la crise sécuritaire ;

Le GTIA Est, déployé en avril 2014 dans le « couloir central³ » et l'Est du pays, a porté son effort dans le triangle Dekoa-Sibut-Bambari, zone sensible marquée par de nombreuses tensions entre les différentes factions, communautés ou ethnies.

Dès le début de son intervention, la France a bénéficié du soutien de plusieurs Etats avec notamment la mise à sa disposition des moyens aériens. Ce fut le cas du Royaume-Uni (C17), de la Belgique (C-130), de la Lituanie (C27), de l'Espagne (C-130 et CASA CN-295), de la Pologne (C-130), et des Etats-Unis (C17).

... pour un objectif : rétablir un niveau de sécurité minimal et faciliter la montée en puissance de la communauté internationale

Depuis le 5 décembre 2013, l'action de la force *Sangaris* repose sur un même principe et un même mode opératoire : **l'application des mesures de confiance et l'impartialité**, en s'opposant systématiquement à tous les groupes armés menaçant la population.

Ces « mesures de confiance » sont un accord signé dès décembre 2013 entre les forces internationales et les autorités centrafricaines. Elles visent à limiter la circulation armée aux seules forces de sécurité identifiées. Tout autre individu portant une arme doit être cantonné dans des camps identifiés ou désarmé.



Bénéficiant des premiers effets de l'intervention militaire française, une force de l'Union Africaine, la MISCA⁴, se déploie dans le pays dès le 19 décembre 2013.

Le 15 septembre 2014 cette force est remplacée sur le terrain par la MINUSCA⁵. Disposant d'effectifs deux fois plus élevés, cette force étend la zone sous contrôle de l'ONU de la seule ville de Bangui à l'ensemble du territoire centrafricain.

Dans le même temps, du 15 juin 2014 au 15 mars 2015, l'Union Européenne déploie à Bangui une force de 700 hommes. Baptisée EUFOR RCA, elle accompagne le déploiement de la MINUSCA en sécurisant l'aéroport de la ville ainsi que ses 5e et 3e arrondissements.

³ Bangui, Bouca, Batangafo.

⁴ MISCA : Mission internationale de soutien à la Centrafrique.

⁵ MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

/// UNE INTERVENTION LIMITEE DANS LE TEMPS

« CETTE INTERVENTION N’A PAS VOCATION À DURER »⁶

Des centaines de vies sauvées

Dès leur entrée en République centrafricaine le 5 décembre 2013, les militaires français se portent au secours des populations directement menacées par différents groupes armés qui agissent en prédateurs. Dans Bangui tout d’abord, puis en province par la suite, la force *Sangaris* intervient en urgence pour mettre fin à un cycle d’exactions et empêcher un désastre humanitaire.

Engagée à plus de 300 reprises depuis le début de l’opération dans des actions de combat, la force *Sangaris* a perdu 3 des siens au cours de sa mission : les caporaux Antoine Le Quinio et Nicolas Vokaer du 8^e RPIMa le 9 décembre 2013, et le caporal-chef Damien Dolet du RICM le 23 février 2014.

Été - automne 2014 : atteinte d’un palier sécuritaire et montée en puissance de la MINUSCA

Au début de l’été 2014, sous l’action des forces françaises, un palier sécuritaire est franchi en Centrafrique. La poursuite de la stabilisation passe alors par le développement des piliers politique, économique, et judiciaire, dimensions impliquant le déploiement de la communauté internationale aux côtés des autorités centrafricaines.

A cet égard, le déploiement de la MINUSCA⁷, facilité par la force *Sangaris* tant d’un point de vue logistique qu’opérationnel, constitue une étape essentielle. A partir de septembre 2014 la force de l’ONU permet progressivement d’assurer sur l’ensemble du territoire la sécurité indispensable aux progrès de ces différents piliers.

L’efficacité de son action permet à la force *Sangaris* de procéder à un premier ajustement visant :

- à recentrer son action sur les zones les plus sensibles (capitale, « couloir central », et Est du pays) ;
- à adapter son dispositif pour atteindre progressivement le format d’une « force de réserve tactique » en mesure d’appuyer la MINUSCA ;

La MINUSCA poursuit ainsi sa montée en puissance. Ses effectifs dépassant 8 500 hommes en novembre 2014, elle peut prendre à sa charge la responsabilité de zones de plus en plus vastes⁸. Cela permet à la force *Sangaris* de retirer près de 200 militaires et ainsi d’entamer son processus de désengagement.

⁶ Intervention télévisée du Président de la République le 5 décembre 2013

⁷ Remplace la MISCA le 15 septembre 2014

⁸ Transfert de responsabilité des localités de Bouar (septembre 2014), Boda et Bossangoa (octobre 2014).

/// LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA MINUSCA

« LA PROCHAINE ÉTAPE SERA AVANT TOUT POLITIQUE. ELLE DEVRA MENER À LA RESTAURATION DE L'ÉTAT, DE SON ADMINISTRATION, ET À LA RÉCONCILIATION NATIONALE »⁹

Avec l'appui de *Sangaris*, la MINUSCA et les forces de sécurité intérieure créent les conditions de sécurité nécessaires à l'amorce d'une dynamique politique et au lancement d'un processus électoral.



En janvier 2015, l'amélioration de la situation sécuritaire permet au gouvernement de la RCA de lancer une initiative de réconciliation nationale.

La tenue de consultations permet de confirmer les préoccupations des populations : souhait d'un redémarrage de l'économie et d'un retour des réfugiés. Ces aspirations servent de base à la préparation du « Forum de Bangui ».

Rendez-vous essentiel pour la reconstruction du pays, la sécurisation de cet événement a été garantie par la MINUSCA, appuyée par la force *Sangaris* constituée pour l'occasion en force de réaction rapide. Il a ainsi pu se dérouler sans entrave du 4 au 11 mai 2015.



Dix-huit mois après le début de l'opération *Sangaris*, ce forum s'est conclu par :

- la signature par l'ensemble des participants d'un programme de normalisation baptisé DDRR pour Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement. Celui-ci ouvre pour les anciens membres des groupes armés éligibles la possibilité de servir dans les corps en uniforme de l'administration centrafricaine ;
- le lancement d'un processus électoral.

En rassemblant l'ensemble des acteurs de la reconstruction du pays la tenue de ce forum constitue une étape clef, rendue possible grâce à la stabilisation de la situation sécuritaire.

⁹ Audition du général d'armée de Villiers à l'Assemblée Nationale le 10 février 2015.

Restauration progressive de l'autorité de l'Etat

L'amélioration et la stabilisation de la situation sécuritaire, obtenues sous les effets combinés de l'action des troupes françaises et des troupes de l'ONU, **permettent à l'état centrafricain de réaffirmer progressivement son autorité sur l'ensemble de son territoire.**



Focus : Inauguration le 7 novembre 2014 de la mairie du 8^{ème} arrondissement. Ce local qui avait été pillé au début de la crise a été réhabilité par l'action conjointe de *Sangaris* et d'artisans locaux.

Focus : Inauguration le 16 janvier 2015 de la sous-préfecture de la ville de Grimari. Cet événement symbolise le retour plein et entier de l'autorité de l'Etat dans cette municipalité et dans sa région.



Focus : Le 13 mars 2015 transfert du contrôle du « point kilométrique » PK12, véritable porte d'entrée située au nord de la capitale, aux forces de sécurité centrafricaines. Il s'agit d'un point de passage essentiel pour l'approvisionnement de Bangui.

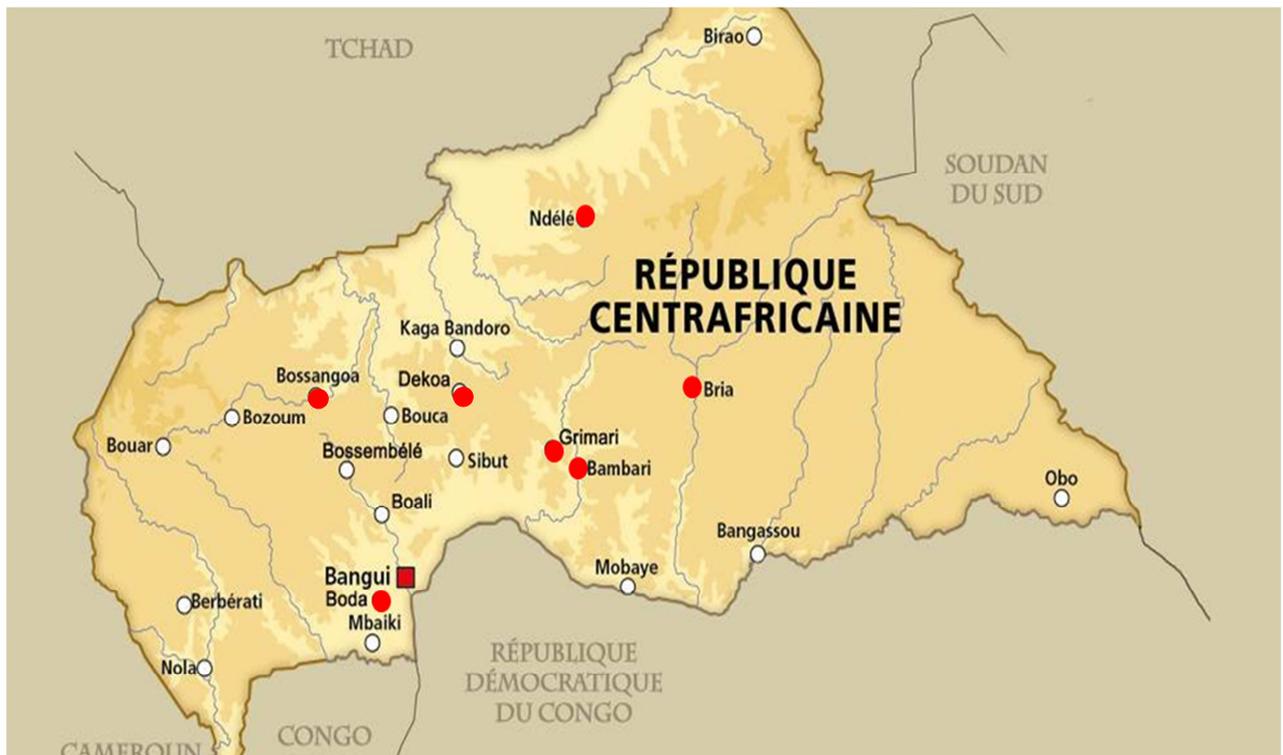
Focus : Le 23 avril 2016, la force *Sangaris* cède la plateforme relais (PFR) de Sibut aux autorités centrafricaines et se recentre sur la ville de Bangui, marquant le retour de l'État centrafricain et de son administration au plus près de sa population



Extension des zones de responsabilité de la MINUSCA et adaptation du format de *Sangaris*.

Le 28 avril 2015, Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix (OMP) de l'ONU, déclare la pleine capacité opérationnelle de la MINUSCA.

Avec un effectif de près de 12 500 militaires et policiers, son format lui permet de se déployer efficacement sur l'ensemble du territoire centrafricain. Elle est alors en mesure d'accomplir sa mission d'appui à l'extension de l'autorité de l'État et à la fourniture de services publics sur l'ensemble du territoire.



Quelques étapes :

- 2 octobre 2014, la MINUSCA reprend la mission de sécurisation de la ville de Boda ;
- 9 octobre 2014, à Bossangoa *Sangaris* passe le relai du contrôle de l'axe Ouest (Bangui – Beloko) aux troupes de l'ONU ;
- 20 janvier 2015, dans la zone Est, après 11 mois de présence à Grimari où *Sangaris* a mis fin aux violents affrontements entre anti-Balaka et ex-Séléka, la BOA française est transférée au bataillon congolais de la MINUSCA ;
- 6 février 2015, la Force Sangaris transmet la base avancée de Bambari à la MINUSCA ;
- Le 25 avril 2015, la force onusienne prend à sa charge la sécurisation de Dékoa ;
- Les 19 et 28 mai 2015, la force *Sangaris* quitte les emprises de Bria et N'Délé.



Prenant acte de cette nouvelle situation, la force *Sangaris* se trouve dès lors en appui des forces internationales et se recentre sur le camp de M'Poko à Bangui, permettant ainsi la réduction de son format.

Depuis le 8 mai 2016, elle s'est restructurée pour atteindre un format de 350 hommes. La force *Sangaris* constitue désormais une « force de réserve tactique » limitée à la ville de Bangui, dont la sécurisation est entièrement effectuée par la MINUSCA.



Processus électoral et désengagement

La situation sécuritaire étant stabilisée par la MINUSCA, le processus électoral initié par le Forum de Bangui a pu s'achever en mars 2016 :

- le 30 mars avec l'investiture de Faustin-Archange Touadéra comme président de la République centrafricaine. En présence des délégations internationales et du gouvernement de transition centrafricain, le nouveau président élu a pris ses fonctions acclamé par une foule en liesse.
- le 31 mars, avec l'organisation du second tour des élections législatives dans toute la Centrafrique, la Minusca assurant la bonne tenue du processus électoral en sécurisant les bureaux de vote.



Focus : le 29 mars, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense rend visite aux soldats de l'opération Sangaris. A cette occasion, le Mindef prononce un discours au camp de M'Poko et annonce officiellement la fin de l'opération Sangaris dans le courant de l'année 2016 en déclarant que « la Force Sangaris a réussi à ramener le calme et à empêcher l'inacceptable ».

A partir d'avril 2016, la Force commence à entamer les premières manœuvres logistiques visant à alléger son dispositif.



Focus : le 6 avril 2016, la force Sangaris initie le désengagement de ses seize Véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) en les acheminant par voie aérienne avec des avions ukrainiens Iliouchine 76 jusqu'à Douala, puis embarqués à bord d'un navire jusqu'à la France.

/// BILAN OPERATIONNEL

Entre le 5 décembre 2013 et le 1er juillet 2016, près de **15 000 militaires** français se sont succédé au sein de la force *Sangaris*.

Depuis le début de l'opération, plus de **36 tonnes de munitions** ont été détruites.

Par ailleurs, l'action de *Sangaris* a permis la saisie :

- de plus de **400 000 munitions** ;
- de **8 000 armes de toute nature**, dont une grande quantité d'armes blanches ou artisanales (armes de chasse, machettes et flèches) mais aussi **1 500 armes légères d'infanterie**, 80 armes collectives et 25 armes d'appui.



Plusieurs éléments traduisent des signaux concrets de reprise de confiance dans le pays :

Sécurité

L'UNHCR note depuis janvier 2014 une diminution de plus 90% des **déplacés** à Bangui¹⁰ et de plus de 50 % dans l'ensemble du pays¹¹.

Administration, justice, éducation

L'administration centrafricaine est aujourd'hui redéployée dans la majorité du pays. Des travaux de réhabilitation de plusieurs mairies, commissariats et postes de gendarmeries ont été réalisés avec l'appui de la force et de la communauté internationale.

L'ensemble du corps préfectoral est à poste¹², les structures judiciaires¹³ ont été remises en état, et les écoles rouvertes dans l'ensemble des grandes villes et des bourgades.

Transports et infrastructures

L'intervention de la force *Sangaris* a permis de désenclaver le pays, tout en posant les bases d'une reprise des échanges internes. En particulier, le rétablissement du trafic routier commercial entre Bangui et le Cameroun a été déterminant.

Au mois de mars 2014, le flux aller/retour des poids lourds était cinq fois supérieur à celui du mois de décembre 2013¹⁴.

Dès le début de la mission, un effort particulier a été porté sur le contrôle et la sécurisation de l'aéroport de M'Poko. Depuis, le trafic aérien n'a cessé de se développer¹⁵. Cet effort s'est prolongé à travers l'entretien des principales pistes et infrastructures aéroportuaires de la RCA (aérodromes de Bouar, Bambari, Bria, N'Délé et aéroport de M'Poko).

¹⁰ 18 500 contre 100 000 au plus fort de la crise.

¹¹ 490 000 actuellement contre 920 000 au plus fort de la crise.

¹² Cet effort a été relayé par l'UE qui a débloqué 6 millions d'euros pour réhabiliter toutes les préfectures avant la fin de l'année.

¹³ Tribunaux, locaux administratifs et maisons d'arrêt de Bossangoa, Grimari et N'Délé.

¹⁴ Actuellement 400 à 600 aller/retour par semaine.

¹⁵ Aujourd'hui, 120 mouvements d'avions par mois contre 40 en janvier 2014.

/// ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Union africaine

LA MISCA, mission de l'Union africaine, créée le 5 décembre par la résolution 2127 des Nations Unies, s'est déployée en RCA à partir du 19 décembre. La MISCA a compté jusqu'à 6 000 hommes (dont 600 unités de police constituées). Elle a été relevé par la MINUSCA le 15 septembre 2014.

Organisation des Nations Unies

La MINUSCA, créée suite à la résolution 2149 du 10 avril 2014 du Conseil de sécurité de l'ONU, a été mandatée pour protéger les civils et appuyer la mise en œuvre de la transition en République centrafricaine. Son mandat comporte, de façon prioritaire :

- la protection des civils ;
- l'appui à la mise en œuvre de la transition, y compris par des actions en faveur de l'extension de l'autorité de l'Etat et du maintien de l'intégrité territoriale ;
- la facilitation de l'acheminement immédiat, en toute sécurité et sans entrave, de toute l'aide humanitaire ;
- la protection du personnel et des biens des Nations Unies ;
- la promotion et la protection des droits de l'homme ;
- l'action en faveur de la justice nationale et internationale et de l'état de droit ;
- et le désarmement, démobilisation et réintégration et rapatriement.

Son effectif maximum autorisé est de 12 500 personnels en uniforme, dont 10 000 soldats et observateurs militaires et 1 820 policiers. Elle a relevé la MISCA le 15 septembre 2014.

Union européenne

L'Union européenne a mené du 1^{er} avril 2014 au 15 mars 2015 la mission EUFOR RCA commandée depuis Larissa (Grèce) par le général de division **Philippe Pontiers**. A Bangui, cette force a été commandée par le général de brigade **Thierry Lion**, puis le général de brigade **Jean-Marc Bacquet**. La France a participé à hauteur de 260 hommes, militaires et gendarmes confondus, sur un effectif total de 700.

Le 16 mars 2015, l'UE a lancé la mission EUMAM RCA. Cette mission est commandée par le GBR Laugel (FR). Elle a pour tâche de « *soutenir les autorités du pays dans le cadre de la préparation d'une réforme du secteur de la sécurité concernant les forces armées de la République centrafricaine (FACA) ; son effectif comptera jusqu'à 60 personnes* » (communiqué de l'UE). Une vingtaine de militaires français y sont engagés.

Le 19 avril 2016, le conseil de l'UE approuve la création d'une mission militaire de formation en République Centrafricaine (EUTM RCA) afin de soutenir la réforme du secteur de la défense dans le pays. Elle est le prolongement de la mission EUMAM RCA dont le mandat expire en juillet 2016. La mission EUTM RCA sera établie à Bangui pour une durée initiale de deux ans. Son objectif est « *de rendre les forces armées centrafricaines (FACA) modernes, efficaces, inclusives et démocratiquement responsables. La mission dispensera des conseils stratégiques au ministère de la défense et à l'état-major général, ainsi que des enseignements et des formations aux FACA.* » (Communiqué de l'UE).

/// CHRONOLOGIE

2013

- 5 décembre : Adoption de la résolution 2127
Lancement de l'opération *Sangaris* sous le commandement du général de brigade **Francisco Soriano**
Création de la MISCA
- 9 décembre : Mort de deux soldats français (caporal Le Quinio et caporal Vokaer)
- 19 décembre : Début du déploiement de la MISCA

2014

- 14 février : Décision de renforcement portant la force de 1 600 à 2 000 soldats
- 9 février : Début de la sécurisation de l'axe Bangui-Bouar, déploiement hors de Bangui des premières unités de la MINUSCA.
- 23 février : Mort d'un soldat français (caporal-chef Dolet)
- 28 mars : *Sangaris* se déploie à l'est du pays sur l'axe SIBUT-BAMBARI-BRIA
- 1er avril : Lancement officiel de la mission EUFOR RCA
- 10 avril : Vote de la résolution 2149 – Création de la MINUSCA
- 15 juin : EUFOR RCA atteint sa pleine capacité opérationnelle
- 15 septembre : Déploiement de la MINUSCA
- 19 septembre : La MINUSCA se déploie à BOUAR
- 9 octobre : A Bossangoa, *Sangaris* transfère à la MINUSCA la responsabilité de la région Ouest du pays
- 7 novembre : Renouvellement du mandat de EUFOR RCA jusqu'au 15 mars 2015

2015

- 20 janvier : La MINUSCA prend possession de la base opérationnelle avancée de Grimari
- Fin février 2015 : La Force *Sangaris* transmet la PFOD de Bambari à la MINUSCA,

- 1^{er} mars : Les effectifs de la force *Sangaris* sont abaissés de 2 000 à 1 700 soldats
- 13 mars : Transfert du PK 12 (point kilométrique 12), au nord de Bangui aux forces de sécurité centrafricaines
- 15 mars : Fin de la mission EUFOR RCA
- 16 mars : Réouverture du marché de Bambari
Lancement officiel de la mission EUMAM
- 25 avril : Transfert de l'emprise militaire de Dékoa à la MINUSCA
- 28 avril : Pleine capacité opérationnelle de la MINUSCA
- 4-11 mai : Forum de Bangui
- 19 mai : Transfert de l'emprise militaire de Bria à la MINUSCA
- 28 mai : Transfert de l'emprise militaire de N'Délé à la MINUSCA
- 14 juillet : *Sangaris* atteint un format de 900 hommes

2016

- 29 mars : Annonce officielle de la fin de l'opération *Sangaris* dans le courant de l'année 2016 par Jean-Yves Le Drian au camp de M'Poko
- 30 mars : Investiture du nouveau président centrafricain Touadera.
- 31 mars : Second tour des élections législatives dans toute la Centrafrique.
- 16 avril : Inauguration de la mairie de Sibut suite aux travaux de rénovation financés et encadrés par la force *Sangaris*.
- 23 avril : Rétrocession de la plateforme relais (PFR) de Sibut aux autorités centrafricaines.
- 3 mai : *Sangaris* atteint un format de 650 hommes.
- 13 mai : Visite du Président de la République Française en RCA, accompagné du ministre de la Défense.
- 1^{er} juillet 2016 : *Sangaris* atteint un format de 350 hommes.

/// IN MEMORIAM

Depuis le lancement de l'opération *Sangaris*, le 5 décembre 2013, trois militaires sont tombés dans l'exécution de leur mission :

Caporal Nicolas VOKAER, le 10 décembre 2013

8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine

Le caporal Nicolas Vokaer a servi la France durant plus de deux ans. Engagé avec sa compagnie en qualité de tireur appui direct au Gabon depuis le 17 octobre 2013, il a été déployé en République Centrafricaine suite au déclenchement de l'alerte Guépard, le 5 décembre 2013, et prend part à l'opération Sangaris.



Le lundi 9 décembre 2013, peu avant minuit, sa section est prise à partie à très courte distance, au cours d'une patrouille dans Bangui. Durant l'échange de tirs, il été grièvement blessés avec un autre de ses camarades, le parachutiste Antoine Le Quinio. Ils ont été immédiatement pris en charge par leurs camarades, avant d'être évacués vers l'antenne chirurgicale avancée sur l'aéroport de M'Poko, où ils sont décédés des suites de leurs blessures. Agé de 23 ans, le caporal Nicolas Vokaer a été tué dans l'accomplissement de sa mission au service de la France.

Caporal Antoine Le Quinio, le 10 décembre 2013

8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine

Le caporal Antoine Le Quinio a servi la France durant plus de deux ans. Engagé avec sa compagnie en qualité de tireur appui direct au Gabon depuis le 17 octobre 2013, il a été déployé en République Centrafricaine suite au déclenchement de l'alerte Guépard, le 5 décembre 2013, et prend part à l'opération Sangaris.



Le lundi 9 décembre 2013, peu avant minuit, sa section est prise à partie à très courte distance, au cours d'une patrouille dans Bangui. Durant l'échange de tirs, il été grièvement blessés avec un autre de ses camarades, le parachutiste Nicolas Vokaer. Ils ont été

immédiatement pris en charge par leurs camarades, avant d'être évacués vers l'antenne chirurgicale avancée sur l'aéroport de M'Poko, où ils sont décédés des suites de leurs blessures. Agé de 23 ans, le caporal Antoine Le Quinio a été tué dans l'accomplissement de sa mission au service de la France.

Caporal-chef Damien DOLET, le 23 février 2014

Régiment d'infanterie de chars de Marine (RICM)

Le caporal-chef Damien Dolet a servi la France durant plus de quatre ans. Il avait participé à l'opération Serval au Mali en 2013 et était engagé en République Centrafricaine dans le cadre de l'opération Sangaris depuis le 8 février 2014.



Le dimanche 23 février 2014, en début d'après-midi, le caporal Damien Dolet est grièvement blessé lors d'une mission de reconnaissance à bord d'un véhicule blindé léger (VBL) de la force Sangaris à l'est de la ville de Bouar. Malgré les soins immédiatement prodigués par ses camarades puis par un médecin de l'équipe de santé, le caporal Dolet est décédé des suites de ses blessures. Agé de 26 ans, il est mort dans l'accomplissement de sa mission au service de la France.